



FNEE CGT

Fédération Nationale
des personnels

*des ministères de la Transition écologique
et Cohésion des Territoires, Transition énergétique,
des Transports, du Logement et de de la Mer*



263 rue de Paris - case 543 - 93515 Montreuil Cedex - Tél. : 01 55 82 88 75 - Mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : <https://equipementcgt.fr>

CTM du 28 septembre 2022 - Déclaration CGT

Monsieur le ministre,
Madame la ministre,
Monsieur le ministre délégué,

Vous venez de nous exposer le projet de budget de nos ministères pour 2023 que vous présentez comme répondant à l'urgence climatique.

La CGT ne découvre pas les sujets de l'urgence climatique et les questions écologiques. Nous alertons par exemple depuis des années sur la nécessité pour l'État de se doter d'un ministère de l'écologie fort et territorialisé.

Fort et territorialisé, cela signifie un renforcement conséquent en moyens et effectifs statutaires, présent à tous les échelons territoriaux jusqu'au dernier kilomètre.

C'est pourquoi, pour la CGT, on est loin du compte. En effet, nous revendiquons un réarmement massif du pôle ministériel que nous évaluons à 20 000 postes supplémentaires sur la mandature, soit 4 000 par an.

La stagnation des effectifs que vous avancez pour le quinquennat, ce qui restera à vérifier au fil des années, ne répond en rien aux enjeux écologiques et au développement humain durable. Le réchauffement climatique, la disparition de la biodiversité, l'augmentation des risques, l'exploitation menant à l'épuisement des ressources ... n'attendent pas, ils s'amplifient d'année en année.

Vous comprendrez que ce projet de budget qui annonce encore des milliards sans savoir ce que sera concrètement la planification écologique est une énième supercherie.

Ce ministère est devenu un grand financeur des entreprises privées qui font par ailleurs des milliards de profits. Confier aux marchés financiers les politiques de lutte contre le réchauffement climatique, la sobriété énergétique et la décarbonation de l'économie apparaît peu efficace. Plutôt qu'une politique de l'offre, la CGT revendique une politique de réponse aux besoins des populations d'aujourd'hui, sans compromettre ceux des générations futures.

Vous êtes convaincu que les territoires vont jouer un rôle central dans les transitions écologiques et énergétiques. Au risque de vous surprendre, nous sommes d'accord avec vous, mais l'État doit en rester le premier acteur. Ce dont ont besoin les collectivités, au-delà des fonds dilapidés qui servent à payer des cabinets ou des bureaux d'études privés, c'est de l'expertise technique et du soutien gratuits des services et établissements publics de nos ministères.

Ce ministère technique territorialisé, que nous appelons de nos vœux, et que les collectivités attendent, doit conserver son réseau de formation, toutes ses écoles, y compris l'ENTE.

Les transitions écologiques et énergétiques ne se feront pas sans prendre la mesure de la question sociale et notamment les salaires et les retraites.

C'est pourquoi la CGT appelle demain à la grève et aux manifestations.